

el

N° 7

NOV. - DEC.

10 FF

SALVADOR

BULLETIN D'INFORMATION ET DE SOLIDARITE

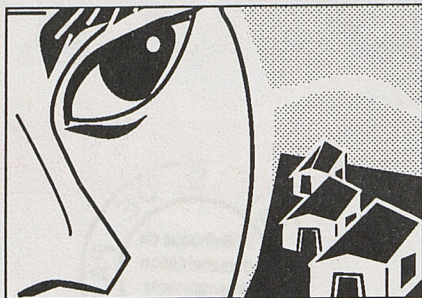


ENTRE GUERRE ET PAIX



4° P. 10951

S O M M A I R E



Dix ans du FMLN
page 6

Un an après
page 14

Travail médical
page 7

*Dentistes aux
pieds nus* page 15

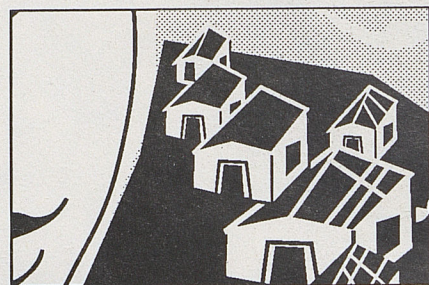
Poèmes page 16

Edito page 3

*Le Salvador entre
guerre et paix*
page 9

*Begoña Garcia,
medecin basque
assassinée par les
militaires* page 4

*Le pont de la
paix* page 11



Carte du Salvador avec la répartition des régions

SOUTENEZ LE BULLETIN

ABONNEZ-VOUS
MINIMUM 60 FRANCS, SIX NUMEROS

Pour toute commande ou information écrivez à :
Mme Nady Granier 3, Bd. Saint-Martin - 75003 PARIS
Versement des chèques au nom de Mme Nady Granier

COMITÉ DE RÉDACTION

MARTA ARBONA - JEAN F. FOUREL* -
DANIÉLA GARCIA - YVES LOBEL - MICHAEL LÖWY -
JEAN SEPET - JEAN MARC TOUZARD

MISE EN PAGE : JORGE PALMUCCI - SYLVAIN HERVY

IMPRESSION : ROTOGRAFIE (48 59 00 80)



EDITO

L Université Centre-Américaine (UCA) de San Salvador vient de publier une étude remarquable de Walter LaFeber, professeur de l'Université de Wisconsin, sur l'histoire des relations entre les Etats-Unis d'Amérique et les pays d'Amérique Centrale.*

Cet ouvrage ne fait aucune concession à la politique nord-américaine qui a constamment été de "maintenir ce qu'on a appelé la cinquième liberté, celle de voler et de piller les pays latino-américains" et qui, "dans ce but, a été orientée à appuyer les oligarchies et les militaires d'Amérique Centrale".

La publication aujourd'hui par les jésuites salvadoriens n'est pas due au hasard. Elle a en effet l'intention probable de nous donner l'explication de la remarquable stabilité de la politique des Etats-Unis dans cette région qui, contrairement aux proclamations officielles, ne dépend nullement des relations Est-Ouest ni du souci vertueux de défendre les valeurs universelles, les droits de l'homme et les lois internationales.

C'est ainsi qu'on comprendra mieux que, malgré l'implication de l'armée salvadorienne dans le meurtre des six jésuites et les tentatives scandaleuses (mais efficaces) d'empêcher le déroulement de l'enquête, le gouvernement des Etats-Unis continue à appuyer le gouvernement Cristiani qui a fait la démonstration de son incapacité à imposer aux militaires de son pays un respect minimum des lois nationales et internationales. La décision du Congrès de réduire de cinquante pour cent les crédits militaires destinés au Salvador est certes un mouvement de mauvaise humeur symbolique et porteur d'espérance, mais elle n'aura aucun effet réel, l'aide totale des Etats-Unis au gouvernement du Salvador étant au moins égale à dix fois le montant de la somme amputée (selon les observateurs, l'aide est comprise entre 1 et 1,5 millions de dollars par jour).

Jean Kirkpatrick, l'ambassadrice du président Reagan auprès de l'ONU, déclarait en 1979 qu'il fallait rejeter sans concession les régimes "totalitaires" qui contrôlent l'ensemble de la société, y compris l'économie, comme le régime soviétique, mais collaborer avec les régimes "autoritaires" qui, quoique violant les droits de l'homme, ont la grande vertu de préserver les sociétés "traditionnelles" et de respecter l'économie capitaliste.

Les totalitaires se sont presque tous effondrés mais les autoritaires continuent dans bien des pays.

La politique nord-américaine continue également à appuyer ces derniers.

Plus que jamais il semble bien que les salvadoriens ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour imposer les profondes réformes de structure dont le pays a besoin. Il leur faudra encore beaucoup d'énergie, d'intelligence et, craignons-le, de sang.

Notre solidarité est plus impérieuse que jamais.

* *Revoluciones inevitables. La política de Estados Unidos en Centroamérica.*
UCA Editores. San Salvador 1989.

BEGOÑA GARCIA

Nous reproduisons ci-dessous la traduction d'un article du journal basque espagnol EGIN.

Elle a dû marcher pendant dix-neuf nuits avant d'arriver à la montagne où paît la licorne bleue. Ce qui importait le plus alors était la douleur. Monter et descendre en file indienne au cours de marches éternelles, trébuchant sur les racines des arbres et sur les pierres du sentier, trempée et frissonnante de froid le matin, égratignée par les ronces qui défendent les berges du chemin, sans mot dire, sans entendre autre chose que les pas des compagnons qu'on devine dans l'obscurité et le gémissement des muscles transformés en une pâte sans consistance. Douleur encore et toujours pendant la marche sur les flancs du volcan Guazapa, assoiffée, sale, prise d'un désir irrépressible de s'asseoir au prochain détour et de dire je reste ici, la peau parsemée de petites bulles d'eau que laisse la piqure des moustiques, les doigts de pied insensibilisés par tant de souffrance. Et le jour, tapie avec les autres au fond du ravin, surveillant les A-37 qui font des cercles dans le ciel, tout en nouant des liens d'amitié parmi les murmures, apprenant à faire du café sur des feux sans fumée, toujours prête à bondir hors de la cachette sous le soleil intenable de midi. Puis à nouveau la marche et les chutes, toujours une main d'homme pour l'aider et elle s'entêtant à rester fière au nom de toutes les femmes du monde, se relevant seule en faisant levier avec ses jambes de citadine, les dents serrées pour ne pas laisser échapper une plainte ou même un cri qui briserait la clandestinité du cortège pour l'ennemi tout proche.

Quand elle traversa "La Troncal"* au voisinage d'Aguilares, elle perçut l'asphalte comme une géographie familière, comme si elle était chez elle, et elle dansa sur la route, reconnaissante. Elle put entendre les voix des soldats qui gardaient un pont, leurs rires qu'ils cachent à la lumière du jour pour ne pas montrer leur point faible. Puis de nouveau les chemins de montagne en direction du front Feliciano Ama, théâtre central de l'insurrection populaire de 1932. Encore douloureuse mais de plus en plus heureuse. Les

Le dix septembre 1990 l'armée salvadorienne a capturé et assassiné une jeune femme médecin basque, Begoña Garcia Arandigoyen, dans le département de Santa Ana. Comme Madeleine Lagadec, Begoña a été torturée (son cadavre a été retrouvé à 10 kms du lieu des combats). Les militaires salvadoriens continuent donc à violer les lois internationales, d'autant plus impunément que les gouvernements européens n'émettent aucune protestation officielle.

Iosu Perales

chanson ou la description sensorielle de la neige. Le campement s'étendait le long d'un ravin plein de sources, dans le voisinage de hameaux et de villages. Les toits de plastique vert s'étendaient d'une berge à l'autre, entre les arbres. Chaque jour, au petit matin, un avion se jetait en piqué sur une colline voisine et la terre souffrait de spasmes. Mais il s'en allait vite et chacun partait vers son travail.

Elle commença à former un groupe de femmes. Les unes guérilleras, les autres simplement paysannes, chargées d'enfants.

- Aujourd'hui nous parlerons des règles - leur dit-elle un jour.

* La Troncal Norte, route qui relie San Salvador à la frontière hondurienne au Nord, vers La Palma et El Poy.

** La langue salvadorienne est l'espagnol enrichi de mots d'origine principalement indienne.



mains ensanglantées mais termes pour écarter les ronces. Les cuisses nouées par la fatigue mais habituées aux trous et aux aspérités des chemins. Tout en apprenant à parler comme eux.**

Et quand elle est passée à hauteur de Nueva Concepcion, en direction de Tetixtepeque, après seize nuits qui avaient mis à l'épreuve son courage, ses idées et sa foi, elle pouvait ramper à la vitesse de la brise, bouger sans être vue, parler sans remuer les lèvres et mesurer du regard les distances avec une grande exactitude. Trois jours plus tard elle est arrivée à destination sur les flancs du volcan. Ce qu'elle vit à La Montañita l'impressionna tellement qu'elle crut qu'elle était victime de son imagination. Les femmes la reçurent comme si elle était la bonne fée ; les hommes lui souriaient sans malice, les enfants la suivaient partout en lui demandant une

Il se fit un silence total, comme si ses paroles n'avaient pas été prononcées. Alors Celeste, la guérillera qui avait abandonné ses études de droit pour se former en humanités, intervint :

- Compa, ici on dit la coutume.

Et Begoña recommença, d'une voix haute et tranquille : compagnes, aujourd'hui nous parlerons de la coutume. Et quelques femmes rirent en cachette.

C'est ainsi qu'elle enseignait et apprenait. Un jour où elle suait au cours d'une marche, elle annonça : aujourd'hui nous parlerons de notre principal ennemi, l'armée. Et Maria Amor, une paysanne qui arrivait à peine à parler tant le chemin était rude, lui répondit : compa, notre principal ennemi est la peur.

Begoña comprit alors qu'elle apprenait plus qu'elle n'enseignait.

Elle marchait pendant des heures sans se plaindre. Deux heures pour aller au poste de santé. Une heure pour aller visiter Clara, qui avait toujours des fièvres étranges. Trois heures pour arriver au campement voisin. De telle sorte qu'elle acquit une nouvelle notion du temps et de l'espace à l'occasion de son incorporation dans l'armée des rebelles. Partout où elle passait elle faisait naître

l'amitié, qu'elle cultivait avec dévotion. Elle choyait les petites vieilles qui lui offraient le morceau de sucre de canne qu'elles ne pouvaient pas acheter pour elles-mêmes tant elles étaient pauvres.

Pendant ses allées et venues, elle vit un soir la licorne bleue. De cette amitié naquit la légende qu'elle était immortelle. On disait qu'elles se parlaient de loin à travers les dessins des nuages.

Si bien que lorsque les soldats de la deuxième brigade d'infanterie l'assassinèrent, personne ne voulut le croire. Ils l'enterrèrent avec neuf autres compagnons dans une fosse commune dans le but de l'effacer de la mémoire des gens. Mais si l'on parle d'elle aux femmes et aux enfants de La Montañita, leur réponse est invariable : nous avons rêvé qu'Aurore était morte, mais c'est seulement un rêve, elle est partie avec son amie la licorne vers d'autres fronts de guerre où l'on avait plus besoin d'elle qu'ici, elle est quelque part avec le FMLN.

Au moment où nous écrivons ces lignes, nous apprenons qu'un autre "internationaliste", mexicain, vient d'être assassiné par l'armée salvadorienne. Combien faudra-t-il de victimes pour que les gouvernements démocratiques manifestent leur inquiétude ?

BREVES BREVES BREVES BREVES BREVES BREVES

LE SAMEDI 15 DÉCEMBRE À 21H00, en l'église N.-D. de France de Juvisy-sur-Orge (Essonne), la chorale et l'ensemble instrumental de Juvisy joueront la musique d'Ana Maria Avram, composée à la mémoire de Madeleine Lagadec et de Jean-Louis Calderon. L'ensemble sera dirigé par Jean-Louis Vicart, directeur du Centre Musical de Juvisy, avec la participation de Marie-France Busnel, soprano ; Evelyne Catherin, alto et de Jean-Michel Catherin, basse. Ana-Maria Avram, roumaine, a tenu à associer dans sa composition deux personnes tombées dans leur combat pour la liberté, notre amie, infirmière au Salvador et le journaliste tué pendant les derniers combats de Budapest. Son oeuvre sera jouée entre deux cantates de J.S. Bach.

Nous tenons à remercier bien vivement pour cette initiative l'Association Culturelle, le Centre Musical et la Municipalité de Juvisy, tout particulièrement son maire, M. André Bussy.

MIGUEL FRANCISCO ESTRADA est recteur de l'Université Centre-américaine José Siméon Cañas (UCA) de San Salvador depuis le 28 novembre 89. Il a été nommé à ce poste douze jours après l'assassinat de Ignacio Ellacuría et de ses compagnons. En juillet de cette année, il avait reçu, au nom de l'UCA, un des titres les plus prestigieux des universités espagnoles, celui de docteur honoris causa de l'Université de Salamanca. Il vient de recevoir, en octobre, des mains du Prince des Asturies, le prix qui porte le nom de celui-ci, pour l'engagement sans faille de l'UCA dans "la défense de la liberté, du dialogue et de la culture".

LA FRATERNITÉ CATHOLIQUE de Malades et d'Handicapés de Sainte Geneviève des Bois (Essonne) a organisé le 9 octobre de cette année une vente d'objets réalisés par ses membres et d'artisanat du Salvador et du Brésil. Deux mille francs ont été ainsi recueillis pour la solidarité avec El Salvador.

AU GUATEMALA, après l'accord d'Oslo du 30 mars 90 entre le gouvernement et la guérilla, cette dernière a rencontré les organisations patronales à

Ottawa le premier septembre, les deux partenaires se félicitant du caractère "hautement positif" des conversations. Le 23 octobre les pourparlers ont repris à Mexico entre le gouvernement et la guérilla et c'est donc avec optimisme que l'on pouvait attendre les élections du 11 novembre.

La violence n'a cependant pas cessé dans ce pays. Le secrétaire général de l'Union Révolutionnaire Démocratique, Humberto Gonzales Gamarra vient d'être assassiné et le processus électoral s'est déroulé dans une ambiance de répression.

Salvador et Guatemala, pays frères dans la souffrance.

LE SAMEDI 8 DÉCEMBRE DE 14 À 19 HEURES, au Centre Sèvre Babylone, 25 rue de Sèvres 75007 Paris, le collectif Guatemala organise "4 heures pour le Guatemala et les Amériques Indiennes", avec la participation de représentants d'organisations populaires guatémaltèques.

Initiative d'autant plus intéressante qu'elle aura lieu entre les deux tours de l'élection présidentielle.

FESTIVAL AMERIQUE CENTRALE-CARAIBES organisé à Grenoble du 26 janvier au 9 février 91, par l'ASPAC, 2 bis rue B. de Boissieux. Débats, expositions photos, projection de films, livres, artisanat, etc...

L'AMBASSADEUR DU SALVADOR AU NICARAGUA, accompagné des vice-ministres salvadoriens de la Défense et des Affaires Etrangères ont perquisitionné, en présence de représentants du gouvernement nicaraguayen et des Nations Unies, le siège des CEBES (Communautés Ecclésiastiques de Base Océaniques) à Managua. Ils cherchaient du matériel militaire et un émetteur clandestin du FMLN et ils n'ont rien trouvé.

LES COMMUNAUTÉS CHRÉTIENNES s'émouvent à juste titre de ce précédent et expriment leur crainte de voir demain le gouvernement de Violeta Chamorro laisser les mains libres aux services de renseignements salvadoriens et à leurs complices des escadrons de la mort dans leur chasse aux opposants politiques d'El Salvador réfugiés au Nicaragua.

DIX ANS DU FMLN

Le Front Farabundo Marti de Libération Nationale (FMLN) a dix ans.

Ces dix années ont été dix années de guerre.

Le bilan humain de cette guerre est désastreux, en 1987 le conflit avait déjà coûté 70 000 vies.

Aucune des deux forces en présence, le FMLN et les Forces Armées du Salvador (FAS), n'a réussi à détruire l'autre.

Les origines Le conflit salvadorien trouve bien entendu ses racines dans l'ordre social injuste qui règne dans ce pays depuis toujours. Il existait déjà, avant 1980, des organisations de lutte armée au Salvador. Cependant la période des années 70 est plutôt marquée par une intense activité politique. Des syndicats, des partis politiques prennent la parole et descendent dans la rue, tandis qu'une tendance progressiste s'affirme très nettement dans l'église catholique, incarnée par l'archevêque de San-Salvador M^{gr} Romero. En octobre 1979 un coup d'état militaire, signifie définitivement la fin de tout dialogue politique. Les militaires instaurent une répression féroce contre les organisations de gauche. Peu après (mars 1980), l'assassinat de M^{gr} Romero frappe l'église populaire à la tête. Pour l'opposition, l'option militaire apparaît comme de plus en plus valide, et, en octobre 1980, cinq organisations politico-militaires, les Forces Populaires de Libération (FPL, issus d'une scission du PC, marxistes), l'Armée Révolutionnaire du peuple (ERP, sociaux-chrétiens et ex-maoïstes), la Résistance Nationale (RN, scission de l'ERP), le Parti Communiste Salvadorien (PCS), et le Parti Révolutionnaire des Travailleurs d'Amérique Centrale (PTRC, marxistes internationalistes) fondent le FMLN. Ils se donnent pour objectif de prendre le pouvoir par les armes, comme viennent de le faire les Sandinistes au Nicaragua.

La première offensive Le FMLN démontre rapidement la réalité de son commandement militaire unifié, le 10 janvier 1980, il lance une offensive "finale" sur la capitale. Il ne parvient pas au triomphe militaire et doit se replier. L'état salvadorien n'est pas, à cette époque, au bord de l'écroulement comme l'était l'état somoziste au Nicaragua en 1979, la situation politique à San Salvador n'est pas révolutionnaire comme elle l'était juste après l'assassinat de M^{gr} Romero. Un autre facteur fondamental est la venue au pouvoir de Reagan aux États-Unis, la nouvelle administration est résolue à stopper les progrès de la "subversion" en Amérique Centrale, en dix ans, son soutien au gouvernement Salvadorien ne se démentira jamais.

La guerre Le FMLN se replie donc à la campagne, en fait chaque organisation retourne sur sa zone d'origine. Ce sont des régions rurales, situées à l'est et au nord du pays, certaines comme le Chalatenango ou le Morazán deviendront des bastions de la guérilla, et le volcan de Guazapa, qui n'est qu'à quelques kilomètres de San Salvador, restera un symbole de la lutte du FMLN. Le Front continue d'exister par le commandement militaire et les représentations à l'étranger. Le Salvador est un petit pays qui est très peuplé, il n'y a pas de grandes régions montagneuses isolées et vides. La guérilla ne peut survivre et se développer qu'avec le soutien d'une part importante de la population rurale. En termes plus partisans : au Salvador, la montagne, c'est le peuple. Les effectifs du FMLN atteignent 12 000 combattants en 1984 (contre 2 000 en 1980) pour, semble-t-il, se stabiliser à ce chiffre. La guérilla adopte une tactique d'embuscades et de combats par petites unités, elle ne possède pas d'armes lourdes et utilise beaucoup les mines artisanales. Elle s'attaque à l'économie du pays par la destruction des ponts, du réseau électrique et les "paros", interdictions de circuler qu'elle décrète périodiquement. Par ailleurs, elle se montre assez vite capable d'organiser de grosses opérations militaires comme la prise de villes ou l'attaque de casernes. Elle ira même jusqu'à lancer une nouvelle attaque sur la capitale en novembre 89, montrant une fois de plus que, contrairement aux affirmations de l'état major, son potentiel militaire est loin d'être anéanti.

La politique A l'époque de la première offensive les buts et les méthodes du FMLN sont bien plus militaires que politiques : détruire l'adversaire

pour lui arracher le pouvoir. Pourtant, les organisations qui composent le front se définissent toutes comme politico-militaires. Des liens existent entre le Front et des partis politiques comme le Front Démocratique Révolutionnaire (FDR, fondé en 1980) qui est un peu le pendant politique du FMLN. Comme nous l'avons vu, les combattants vivent au milieu de la population rurale dont ils sont souvent issus. En somme, au sommet comme à la base, la guérilla est en contact avec la population civile. Enfin, le FMLN a traité et traite toujours avec ses ennemis, les premières négociations ont eu lieu en octobre 84 dans le village de La Palma. Depuis le FMLN a rencontré régulièrement le pouvoir salvadorien. Ces discussions n'ont pas abouti à la paix. Elles n'ont donné, au début, que des résultats mineurs portant sur l'humanisation de la guerre ou les échanges de prisonniers. Aujourd'hui les pourparlers sont susceptibles de donner des résultats plus politiques et leur place dans la stratégie du FMLN a beaucoup augmenté. Le Front semble avoir pris conscience que le conflit militaire est dans une impasse, et que la victoire totale par les armes n'est un objectif réalisable pour personne dans l'immédiat. De plus, la population est lasse de la guerre, et le FMLN ne peut pas ignorer son aspiration à la paix. Dès lors, le rôle, paradoxal, de la guérilla n'est plus tant d'assurer la victoire finale militaire que de constituer une carte maîtresse des forces de progrès dans les négociations.

Le point sur les négociations De fait, les négociations entre le FMLN et le gouvernement ont bien repris en octobre 1990 à Genève puis au Costa Rica. Les accords de Genève stipulent qu'un accord politique devra être obtenu préalablement à tout cessez-le-feu. Ce point représente un progrès notable du processus de négociation, les gouvernements antérieurs ayant toujours exigé du FMLN qu'il dépose les armes avant que ne s'engagent les pourparlers politiques. Parallèlement aux négociations FMLN-gouvernement, deux instances ont été formées, la "interpartida" et la "intergremiale". La première réunit tous les partis politiques sauf l'ARENA au pouvoir et la seconde les organisations syndicales, religieuses, de femmes, universitaires. La "interpartida" a réussi à aboutir à un accord sur la modification de la loi électorale clairement dirigé contre l'extrême-droite au pouvoir (introduction de nouveaux députés élus au suffrage proportionnel et facilitation de l'inscription des réfugiés sur les listes électorales).

L'avenir Le chemin à parcourir est encore long, un obstacle important vient de l'armée salvadorienne. Le FMLN exige, comme préalable à tout cessez-le-feu, que l'armée soit épurée des officiers liés aux escadrons de la mort. Le gouvernement refuse de discuter ce point, considérant qu'il s'agit d'affaires internes à l'armée. Rappelons par ailleurs l'impunité totale dont ont bénéficié jusqu'ici les escadrons de la mort. Il est clair qu'au Salvador l'armée est un pouvoir à part entière et que, quand bien même un gouvernement voudrait la contraindre à la paix -ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui-, sa tâche serait très difficile.

Une autre inconnue de taille est la position des États-Unis. La réduction programmée de 50% des crédits militaires alloués au Salvador permettra sans doute de diminuer l'influence de l'armée. Mais, malgré l'absence de poursuites contre les coupables de l'assassinat des jésuites de l'université catholique, qui a pris la valeur de symbole de la situation des droits de l'homme au Salvador, il n'est pas évident que le congrès aille plus loin. Le FMLN, dont les exigences sont somme toutes assez modérées, risque d'avoir fort à faire dans le processus de dialogue avec le gouvernement nord-américain.

RAPPORT DU TRAVAIL MEDICAL REALISE DANS LA PAROISSE D'OPICO DE FÉVRIER A JUILLET 1990

Malgré tout, pendant la période de novembre 89 à janvier 90 s'est réalisé le cours de "suivi de grossesse" et, bien qu'il n'ait pas été possible de faire des cours de formation de "promoteurs" de santé dans les communautés, le contrôle des consultations et des pharmacies communautaires a pu être mené à bien.

Consultation

Aujourd'hui existe une équipe permanente de six "promoteurs" qui consultent les lundi et vendredi de 8 à 13 heures. Trois nouveaux promoteurs se forment dans cette consultation-école.

Le nombre de personnes qui sont venues à la consultation s'établit comme suit :

Février	111
Mars	193
Avril	159
Mai	58 (1)
Juin	350 (2)
Juillet	318 (3)

(1) La consultation a été suspendue pendant la Semaine Sainte puis du 23 avril au 26 mai parce que le toit du local utilisé comme dispensaire s'est effondré avec les premières pluies. Après réparation, les promoteurs ont lavé et repeint le local.

(2) On peut constater que la fréquentation de la consultation augmente. Nous estimons que les causes de cette augmentation sont les suivantes :

- Normalisation de la situation
- Mesures économiques adoptées par le gouvernement, qui ont abouti à une augmentation du prix des médicaments au moment où diminuait le pouvoir d'achat de la population.

Bien que le travail dans le domaine de la santé n'ait pas été interrompu, même pendant l'offensive de novembre 89, il a cependant été réduit à cause de la mise en œuvre de la récolte du café et de l'état de siège.

Carmen

- Manque de médicaments dans l'Unité de Santé Publique.

(3) Pendant ces deux derniers mois beaucoup de personnes de Tacachico sont venues consulter. Ce village est situé à 12 km au nord d'Opico, sur les berges du Lempa. Son niveau économique est encore plus bas que celui des communautés d'Opico.

Formations

1) locales

Dans chaque réunion avec chacun des Comités de Santé Communaux on a décidé d'un jour pour commencer ou continuer, selon les cas, la formation de base des nouveaux promoteurs par les anciens.



Il y a actuellement 15 promoteurs anciens et 21 nouveaux, répartis entre 11 communautés, qui se réunissent chaque semaine pour se former, planifier les activités, discuter avec la communauté, etc.

2) générales

A- pendant les mois d'avril et de mai ont été organisées chaque 15 jours des journées de "suivi clinique" avec les promoteurs anciens.

B- pendant les mois de juin et juillet, s'est effectué un atelier de "Méthodologie Populaire" avec tous les promoteurs des différentes communautés, anciens et nouveaux. Cet atelier a pour but de mieux intégrer le travail dans toutes les communautés.

L'idée de cet atelier est née du besoin qu'ont ressenti les promoteurs d'apprendre de nouvelles méthodes de travail qui permettent une meilleure approche des gens de la communauté.

Quatre ateliers ont été réalisés, de deux jours chacun, sur les thèmes suivants :

- La communauté
- Le promoteur
- Le caractère pastoral de la Santé
- Les outils pour travailler avec les communautés
- La promotion humaine selon les conclusions de Puebla.

C- un groupe de huit promoteurs a reçu une formation en "Médecine Naturelle" d'une semaine dans l'Archevêché.

Ce groupe s'est réuni pour prévoir la façon de transmettre au reste des promoteurs les connaissances acquises pendant le cours.

Les objectifs de cette nouvelle formation seraient :

- transmettre les connaissances aux communautés et garantir la continuité du travail.
- créer une alternative économique à la médecine traditionnelle.
- répondre aux besoins de soins des communautés.
- Elle devrait commencer en septembre de cette année.

Travail dans les communautés

1) Les pharmacies ont été installées dans les communautés courant novembre 1989. Elles ont été bien acceptées par la population qui les utilise dès que le besoin s'en fait sentir.

Chaque promoteur doit remplir une feuille de contrôle pour chaque personne qui vient à la pharmacie, où il spécifie : données générales, symptômes présentés, examen clinique, diagnostic probable, conseils donnés, traitement, médicaments (doses et quantité totale), contribution économique.

Nous pouvons ainsi revoir les feuilles de contrôle cas par cas, corriger les erreurs et apprendre à partir de la pratique.

Les communautés planifient également des activités pour recueillir des fonds pour les pharmacies.

Après révision des cas présentés, les pathologies les plus fréquentes sont les suivantes, par ordre d'importance :

- pathologie respiratoire aigüe de l'enfant et de l'adulte, virale et bactérienne.
- pathologie gastro-intestinale : diarrhée et parasites.
- pathologie musculaire et gastrique de l'adulte.
- maladies de peau.
- infections vénériennes.
- soins.

2) Pendant les mois de mai et de juin s'est effectuée une campagne d'épouillage dans chaque communauté. Chaque comité de santé a fait le travail suivant avec sa communauté :

- Prise de conscience du problème des poux dans la communauté et ses causes, évitables par l'hygiène et structurelles.

- Planification de l'activité, comprenant :

- a) promotion de l'activité - distribution de peignes fins
- b) déroulement de l'activité - distribution de bonbons aux enfants.
- sociodrame ou exposé
- distribution des médicaments

c) évaluation de l'activité

- Comme moyen de contrôle on a élaboré une liste des mères de famille auxquelles on a remis des médicaments, en précisant le nombre de leurs enfants.

Cette activité a concerné 300 familles dans 11 communautés.

3) Enfin le groupe de santé a procédé à une répartition d'aliments aux plus nécessiteux.

J'ai commencé le travail dans la paroisse de Tacachico avec un groupe de 35 promoteurs des différentes communautés. Nous avons fait deux journées de formation. Nous nous réunirons désormais chaque quinzaine autour des thèmes suivants :

- Soins de première urgence
- Maladies gastro-intestinales
- Maladies respiratoires
- Maladies vénériennes
- Problèmes materno-infantiles
- Maniement des médicaments de base



El Salvador, le 8 septembre 1990

EL SALVADOR ENTRE GUERRE ET PAIX

Paradoxalement, pourtant, on n'a jamais autant parlé de de paix au Salvador. Depuis la rencontre de Genève, en avril dernier, le processus de négociation semble avoir franchi un seuil. Le FMLN a, dès le début, remporté des succès sur ce terrain, symboliques mais significatifs.

Tout d'abord, le fait même que le gouvernement Cristiani se soit assis à la table des négociations, et ait ratifié un engagement à la recherche d'une solution politique négociée, est le résultat direct du rapport de forces issu de l'offensive de novembre 89. C'est, de la part du gouvernement, reconnaître implicitement qu'il n'est pas en mesure de contraindre les révolutionnaires à déposer les armes en préalable à toute négociation, comme il prétendait le faire auparavant. De même, il a été contraint d'accepter la présence comme médiateur du secrétaire général de l'ONU, ce qui revient à reconnaître le FMLN comme force belligérante.

Enfin, et surtout, au cours de la deuxième rencontre, à Caracas, en mai, le FMLN a eu gain de cause au sujet du calendrier des discussions. C'est-à-dire que le gouvernement a dû accepter que la question des forces armées, sujet qu'il a toujours voulu tenir tabou, soit abordée d'entrée de jeu.

C'est sur cette question que, depuis la troisième rencontre à San José, les négociations sont bloquées. Le FMLN pose en effet comme objectif central de la négociation, la démilitarisation de la société salvadorienne, condition nécessaire pour parvenir à amorcer une démocratisation et des transformations économiques et sociales. Cela suppose "la fin de l'impunité des militaires, l'épuration des forces armées, la dissolution des corps de sécurité, un processus de réduction des forces armées, leur subordination au pouvoir civil, leur professionnalisation et changement de mentalité, le démantèlement des forces paramilitaires, la démilitarisation totale ou la disparition de l'armée".

Ces dispositions, auxquelles s'ajoute le jugement des responsables des crimes commis depuis 1979, sont extraites de la proposition en 18 points présentée le 30 avril par le FMLN à Caracas.

*Un an après novembre 89,
l'armée redoute une nouvelle
offensive du FMLN. Le 5ème
round des négociations s'est
conclu, le 18 septembre à San
José, sur une impasse.*

MARTA ARBONA

Le système judiciaire qui lui assure l'impunité pour ses crimes ; elle a pu, grâce à la corruption et aux deux millions de dollars envoyés chaque jour par les États-Unis, asseoir un pouvoir économique et financier indépendant. Ainsi, elle contrôle tout l'import-export en micro-informatique. Ce qui ne fait pas forcément l'affaire de l'oligarchie, peu encline à accepter la concurrence sur son terrain.

De plus, au sein même de la hiérarchie militaire, le pouvoir du groupe d'officiers ultra-conservateurs de la Tandonna s'est encore renforcé. Alors même que se déroulait le processus de négociation, Cristiani n'a pas hésité à nommer à des postes-clés, des hommes de la Tandonna, dont certains font partie des assassins présumés des jésuites de la UCA. Il a également nommé ministre de la défense, le colonel Emilio Ponce, grande figure de la Tandonna.

Le plan en 33 points sur les forces armées, présenté en juillet par le gouvernement salvadorien, ne prévoit que des changements superficiels, inacceptables pour le FMLN (mutations, faible réduction des effectifs...). Enfin, l'accord sur les droits de l'homme signé le 26 juillet à la table des négociations n'a pas empêché l'armée de continuer à les violer impunément. L'armée a procédé, au cours de l'été, à des offensives répétées, avec déploiement de l'infanterie dans les campagnes, bombardements aériens et attaques d'artillerie dirigés contre les populations rurales. Des actions d'intimidation sont lancées contre les villages de "replacados", dans les départements de Morazán, Cabañas et Chalatenango. Ainsi, les 16 et 18 août, au moment même où se

Depuis se sont déroulés, en juillet, août, septembre, trois autres rounds de négociations, sans qu'aucune avancée significative ait pu être obtenue sur cette question. La date du 15 septembre, convenue à Caracas, pour un cessez-le-feu, n'a pu être tenue. L'armée ne veut pas entendre parler de véritables négociations. Le sujet de la démilitarisation, mis en avant par le FMLN, a donc montré d'emblée les enjeux réels.

C'est que l'armée dispose d'une autonomie croissante ; elle est protégée par le

tenait la réunion de San José, des troupes hélicoptérées se sont attaquées à la "re poblacion" de San José de las Flores, dans le département de Chalatenango. Le gouvernement persiste à interdire les "zones de guerre" aux journalistes, en dépit des demandes répétées du FMLN. En ville, la répression dite sélective a augmenté et les escadrons de la mort ont refait leur apparition. Le FMLN a dénoncé dans un communiqué ces violations par l'armée de l'accord du 26 juillet.

En outre, le gouvernement Cristiani a mis en place dans la population un véritable réseau de renseignement baptisé "rescate social". Ce plan est contrôlé par le ministère de l'intérieur, il dispose d'un investissement de 188 millions de dollars et incarne une véritable volonté fasciste de contrôle social et d'enrôlement de la population.

Cependant, le plan "d'ajustement économique" qui a été mis en place, d'inspiration néo-libérale, aggrave encore les conditions de vie de la population. Il comprend des mesures conjoncturelles, comme la libération des prix de 250 produits de grande consommation, une augmentation de l'essence, des licenciements massifs, et des mesures structurelles de privatisation dans la banque, l'éducation et l'agriculture où les maigres résultats de la réforme agraire sont remis en question.

Face à cette offensive le mouvement populaire se réorganise et relève la tête, après avoir subi la terreur et la répression au lendemain de l'offensive de novembre 89. Différents forums se sont tenus à l'Université d'El Salvador (Associations de femmes, UNTS, forum pour la paix). Les mobilisations se multiplient, contre le coût de la vie, contre les violations des droits de l'homme... Des grèves ont lieu, dans l'éducation, où la paralysie est intermittente depuis juillet, dans la fonction publique, contre les licenciements et pour les augmentations de salaire, et dans les instituts parapublics et les banques, contre les projets de privatisation. Des paysans et des salariés agricoles de l'ACOPAT et de l'ANTA élèvent également la voix pour refuser une nouvelle augmentation de la puissance de l'oligarchie agraire.

Mais surtout, et ce n'est pas la moindre avancée obtenue par le FMLN à travers le processus de négociation, la démilitarisation, la solution politique, la question des forces armées sont désormais des questions débattues publiquement, par toutes les forces sociales en permanence — chose impensable il y a un an —.

A la fin du mois de septembre, devant l'impasse des négociations, Shafick Handal (un des commandants du FMLN) a effectué un voyage aux États-Unis, alors que s'amorçaient les discussions sur le renouvellement de l'aide à l'armée salvadorienne. Il a réitéré les propositions de paix, sous la forme d'un plan en dix points, qui outre des propositions sur les modalités de la démocratisation et des réformes économiques et sociales, reprend et précise la question de la démilitarisation. Il propose en fait la suppression pure et simple de toute force armée au Salvador. L'enjeu était double : persuader les États-Unis de faire pression sur Cristiani pour qu'il négocie réellement ; et conforter les doutes qui commencent à se faire jour parmi les représentants et sénateurs nord-américains, sur l'utilité de continuer à entretenir à fonds perdus une armée corrompue et convaincue de violations répétées des droits de l'homme.

Ce but a été en partie atteint quand le sénat et la chambre des représentants ont voté la réduction de moitié de l'aide militaire. Mais ce vote est assorti d'un amendement à double tranchant, si le gouvernement interrompt les négociations, la moitié restante sera définitivement supprimée, mais si c'est le FMLN qui est jugé responsable de la rupture, alors la totalité de l'aide sera versée...

Dans ces conditions, le FMLN estime que, moins que jamais, l'heure serait à déposer les armes ou à accepter un cessez-le-feu. Plusieurs actions armées, visant parfois des objectifs proches de la capitale, ont été menées au cours des derniers mois. Le gouvernement a fait courir le bruit de la préparation d'une nouvelle offensive. Mais il s'agit de sa part de manœuvres de désinformation, il n'en reste pas moins que le FMLN envisage toutes les éventualités.

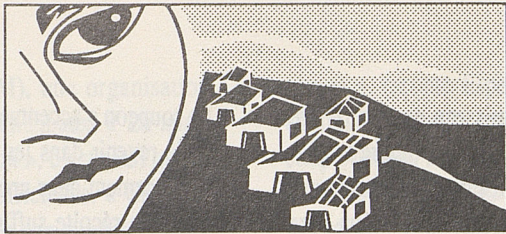
NOUVELLE OFFENSIVE DE LA GUÉRILLA ?

Les négociations entre la guérilla et le gouvernement salvadorien s'enlisent, malgré les efforts du négociateur de l'ONU.

Après la décision du Congrès de réduire l'aide militaire au Salvador, il semble que l'administration nord-américaine appuie la demande du gouvernement salvadorien d'un cessez-le-feu sans accord politique préalable, en contradiction avec les accords de Genève qui ont précédé les négociations. Dans ces conditions il est possible que prennent corps les rumeurs persistantes d'une nouvelle offensive du FMLN, destinée à prouver sa force, malgré la défaite électorale des sandinistes et l'effondrement des régimes socialistes de l'Est européen.

On peut même considérer que les événements du mois dernier sont prémonitoires. Le 17 octobre, la guérilla a paralysé pendant trois heures l'Armée de l'Air salvadorienne dans ses cantonnements d'Ilopango, situés dans la banlieue Nord de San Salvador, à un kilomètre de la caserne de la Garde Nationale. Le 23, c'est en plein centre que des unités guérilleras ont bombardé à l'aide de catapultes artisanales l'Etat Major des Forces Armées. Cette capacité de la guérilla à se mouvoir et à concentrer ses troupes dans la capitale prouve à l'évidence qu'elle n'est pas défaite et qu'elle n'acceptera pas de déposer les armes avant qu'un accord politique global soit intervenu.

Le 20 novembre, les combats ont repris dans la capitale et dans plusieurs départements. Ces combats semblent annoncer une offensive de grande envergure de la part du FMLN, nous donnerons plus d'informations dans le prochain numéro.



LE PONT DE LA PAIX

Ces jours-ci, le Torola ressemble à un paisible ruisseau, facilement praticable en jeep ou en camionnette. Celui qui dispose d'un assez bon sens de l'équilibre peut atteindre l'autre rive, en sautant de pierre en pierre, comme sur un pont improvisé. Quelques femmes dans l'eau jusqu'aux genoux, lavent le linge en le tapant contre de grosses pierres et se moquent de l'étrangère qui glisse sur les pierres lisses. Quelques enfants nus, s'amusant entre cris et éclats de rire sur la rive nord-est du département de Morazan, n'ont plus à affronter les troupes militaires. Au nord du Torola, c'est-à-dire dans la zone contrôlée par la guérilla. On peut être sûr que la personne en uniforme, apparaissant sur le chemin, fait partie du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN). La majorité de la population a récupéré les uniformes et les armes de l'armée ; on sait qu'il ne s'agit pas de l'armée gouvernementale car leur visage n'est pas peinturluré. Depuis que la guérilla a dynamité le pont en 1982, les forces armées doivent monter une opération de grande envergure chaque fois qu'ils veulent imposer, pour quelques jours, leur contrôle sur la zone. Ils ont reconstruit deux fois le pont et deux fois les rebelles l'ont fait sauter.

La ville Segundo Montes

Au nord du Torola on construit une ville. Les 8 400 réfugiés, rapatriés récemment du camp hondurien de Colomoncagua, ont décidé de rester unis. Colomoncagua a cessé d'exister. Tout ce qu'ils pouvaient emmener, les paysans l'ont emporté pour s'installer dans leur région d'origine. La future ville Segundo Montes porte le nom de l'un des six prêtres jésuites assassinés par un commando de l'armée, le 16 novembre 1989 et elle se situe tout près, au nord du Torola. « Cela n'a pas été facile d'imposer son emplacement », raconte Nelly Moreno, la représentante de la fondation FASTER, organisme qui canalise des fonds pour des projets de rapatriement.

Le gouvernement voulait installer les rapatriés dans le départe-

*Ils ont tourné le dos
aux barbelés et à la guerre.
Les rapatriés de Colomoncagua
sont rentrés pour reconstruire
leur futur à Segundo Montes.*

PENSAMIENTO PROPIO - MAI 90
(Traduit par Daniela Garcia)

ment voisin de Usulután, dans une zone sous contrôle de l'armée. Mais les gens de Colomoncagua ont insisté sur leur droit à retourner sur leur lieu d'origine, comme il est stipulé dans le plan de paix d'Amérique centrale, Esquipulas II et à la Conférence internationale pour les réfugiés d'Amérique centrale (CIREFCA), qui a eu lieu en mai 1990, au Guatemala. Beaucoup des déplacés possédaient des terrains dans la zone de Meanguera et les ont mis à disposition du projet commun.

« Segundo Montes avait une admiration toute particulière pour les exilés de Colomoncagua, à cause de la forme d'organisation de leur travail. C'était la société qu'il aurait aimé voir dans le futur ». C'est ainsi que s'exprimait José Maria Tojeira, le jésuite provincial régional, dans son discours inaugural du 25 mars. La ville n'est encore que collines poussiéreuses, couvertes de matériaux de construction et d'abris provisoires, faits de planches de bois et de plastiques noirs. Les seules fontaines d'eau potable sont trois citernes de l'Institut des eaux et égouts. Le temps presse :



avant que la pluie ne transforme le petit ruisseau en une rivière impraticable, il faut construire 1 700 maisons dans quatre emplacements. En même temps, se prépare l'ensemencement pour que l'autosuffisance garantisse un premier pas au moins vers l'indépendance. Des organismes humanitaires internationaux et les Eglises, comme la Fédération mondiale luthérienne ou Pain pour le monde contribuent à leur financement. Tant que les militaires laisseront passer le matériel de construction et les semences, les nouveaux habitants sont sûrs d'atteindre leur but. La reconstruction elle-même est prise en charge par les habitants. « *Nous ne sommes plus les paysans ignorants qui ont fui il y a dix ans* », manifeste le vieux Domingo Hernandez, découvrant par son sourire ses rares dents.

De fait, les réfugiés ont fait des choses extraordinaires pendant l'exil. En 1981, il n'y avait que quatre tailleurs, deux vanniers et 25 tisserands à Colomoncagua : parmi ceux qui reviennent 2 889 sont même rentrés avec un métier ou ont acquis des connaissances importantes dans les domaines de la santé, de l'éducation ou de l'administration. 150 cordonniers, 240 tailleurs et 60 tisserands garantissent la production de vêtements et de chaussures. Il y a huit ans, aucun ne savait lire ni écrire, aujourd'hui 85 % sont alphabétisés.

L'exode a débuté en 1980, quand l'armée a éliminé des villages entiers lors de sa campagne contre des supposés sympathisants de la guérilla. Le massacre de Mozote, en décembre 1981, qui a fait plus de mille victimes parmi les paysans, est encore gravé dans la mémoire des habitants de Morazan. Par exemple, dans celle de Cecilia, âgée aujourd'hui de vingt ans : « *Ils ont tué pratiquement toute ma famille et ils ont brûlé ma maison. Nous avons quitté le hameau, ma maman et moi, quand nous avons réalisé qu'ils commençaient à ramasser les gens* ». A ce moment-là, Cecilia est partie avec la guérilla qui a pris en charge les survivants. Comme des milliers de Salvadoriens, sa mère a fui au Honduras. C'est là qu'elle s'est enfermée dans un camp de réfugiés. Ceux qui n'ont pas trouvé de refuge chez des familles honduriennes ou qui n'ont pas eu la chance d'arriver jusqu'aux Etats-Unis ou jusqu'au Canada, ont fini dans les camps de Colomoncagua. Pendant neuf ans, les déplacés ont pu voir les montagnes de leur patrie à quelques kilomètres du camp sans passer de l'autre côté du barbelé qui les encerclait.

Peu avant d'être assassiné, Segundo Montes, sociologue et directeur de l'Institut des droits de l'homme de l'Université catholique, a réalisé une étude à propos des réfugiés de "Colo". Il apparaît, qu'à la différence des réfugiés nicaraguayens, connus pour leur inactivité, ils avaient atteint un haut degré d'organisation et de production. Ils avaient tous bénéficié d'une aide égale du Haut-commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés et des organisations humanitaires, seuls les Salvadoriens ont su améliorer leur situation sociale. « *Ces communautés peuvent être un modèle, non seulement pour les zones de sous-développement du nord-est, dit Segundo Montes dans son étude, mais aussi, à cause du caractère irréalisable du modèle individualiste, pour tout le pays.* » Une telle perspective constitue, pour le gouvernement d'ARENA et pour l'armée, une raison de plus de suspicion. On a déjà taxé les camps de réfugiés au Honduras de bases du FMLN.

Le soupçon s'accroît quand les rapatriés manifestent leur volonté de revenir dans les environs de leur village natal, malgré leur emplacement dans une zone contrôlée par la guérilla. Dès qu'il y aura une récolte suffisante de maïs et de légumes, il sera aussi possible de ravitailler les insurgés. « *Nous voulons une ambiance de respect et de cordialité* », a promis le colonel Corado, commandant du Département militaire 4 dans le chef-lieu du département de San Francisco Gotera. Corado avait envoyé un bataillon entier d'infanterie avant d'atterrir, en hélicoptère, dans la ville Segundo Montes, pour prendre la parole dans le meeting d'inauguration. « *Nous vous demandons de nous aider en respectant les lois de la république* », a-t-il supplié à la foule présente. A d'autres endroits, les paysans auraient suivi, tête basse, les paroles de l'ardent officier, peut-être en manifestant leur désaccord par un applaudissement timide. Mais à Morazan, les choses se passèrent autrement. L'orateur a été salué par des « *dehors avec vos contrôles* », et « *nous voulons la liberté du commerce* ». Une telle prédisposition, indispensable pour le développement futur de la petite ville, ne sera pas concédée dans un avenir proche. Le colonel Corado justifie les mesures restrictives par la présence de la guérilla dans la zone.

Capitale de la guérilla

La route qui va de San Francisco Gotera jusqu'au Torola est remplie de renforts militaires. Pas une seule livre de riz, aucune botte, pas un seul clou ne passent par ici sans une permission écrite. « *Il y a quelques années, c'était pire* », raconte le maître d'école Evelio Sorto Ramos, qui est retourné, il y a quelques mois, à Perquin, son village natal. Après les attaques aériennes de l'armée en 1983 et 1984, Perquin est devenue une ville fantôme, seuls les guérilleros passaient la nuit dans les maisons perforées par les balles et les bombes. Encore aujourd'hui, une maison en briques sur deux n'a pas de toit ; les mauvaises herbes poussent dans les fissures du sol de béton. Les cratères profonds, faits par les bombes, se ferment lentement comme des cicatrices, disparaissent sous la végétation. Depuis 1985, les habitants apeurés reviennent petit à petit. Aujourd'hui, le village a récupéré environ un quart de ses 2 000 habitants de l'époque. Evelio Sorto écoute les nouvelles du soir, assis au seuil de la porte de son beau-frère. La télévision fonctionne avec une batterie de voiture, puisque la distribution d'électricité — comme celle de l'eau — s'est interrompue depuis dix ans.

« *L'armée est un problème pour nous* », sanglote le maître d'école, « *quand ils viennent nous bombarder avec leurs avions, nous nous enfermons dans nos maisons* ». Par contre, les militaires ne se sont pas montrés depuis novembre 89. « *La dernière fois, ils sont venus le 10 novembre 89 et ils ont voulu installer une base fixe. Mais ils sont repartis à toute vitesse* », dit Carmen en riant, une guérillera de 28 ans, « *parce que le lendemain a commencé l'offensive à San Miguel* ». Le rationnement et le contrôle de toutes les marchandises qui passent par le Torola, est encore en vigueur.

« *Il n'est plus aussi rigide qu'il y a deux ou trois ans* », affirme Oscar Chicas, le président du Patronage des communautés de

Morazan et San Miguel (PADECOMOSM), une organisation autonome, qui se substitue aux conseils municipaux. « *La marchandise pourrait être remise à la subversion* », c'est ainsi que le colonel Corado avait justifié les entraves officielles. « *Ce n'est pas sûr* », dit Evelio Sorto, « *le FMLN a son propre réseau d'approvisionnement. Ceux qui souffrent ce sont les civils.* »

Le relâchement sensible des contrôles est dû au lent retour des déplacés. Les militaires continuent à considérer tous les civils du nord du Torola comme des guérilleros camouflés, mais seulement de temps en temps ils dressent des obstacles. En juillet 1989, quand les Forces aériennes ont bombardé les environs et qu'un bataillon de l'infanterie a dévasté les bureaux de PADECOMOSM, brûlant tous les documents et emportant les rares équipements, Marcial Argueta a pris le chemin de San Francisco Gotera, pour déposer sa plainte. A peine avait-il informé la presse et les organismes humanitaires internationaux de l'attaque, qu'il fut arrêté par l'armée. Si les militaires sont peu délicats envers la population civile, ils ne veulent pas non plus que le public connaisse ces abus. Mais comme on n'a pu retenir aucun délit contre lui, Argueta a été remis en liberté au bout de dix jours.

Le pont restera intact

Plus il y aura de gens pour repeupler la zone de conflits, plus il sera difficile pour l'armée de contrôler les civils. Depuis quelques années, le ministère de l'Éducation envoie à nouveau des maîtres d'école à Perquin, ainsi que du matériel scolaire, des cahiers et de la craie. La construction de la ville Segundo Montes oblige à simplifier les transports de matériel et d'aliments. Le gouvernement et l'armée, après avoir accepté la nouvelle population, doivent en digérer les conséquences. Parmi celles-ci : la reconstruction du pont qui traverse le Torola. A l'époque des pluies, les marchandises et les passagers doivent être transportées sur de petits canots. Quand le courant augmente, on hisse des paquets, un par un, sur un câble. Les rapatriés ont déjà sollicité la construction du pont à la commission de l'ACNUR et au ministère des œuvres publiques. La volonté politique du FMLN de ne pas le faire sauter, est déjà assurée. « *Cela n'a plus de sens stratégique-militaire — explique le commandant Gustavo Amaya à Perquin — ce chemin n'est utilisé ni par nous, ni par eux, mais par la population civile* ». La seule condition posée par le FMLN est que le pont ne soit pas occupé par l'armée.

La guerre a aussi des répercussions sur l'état psychologique de la population. « *Les résultats scolaires étaient supérieurs avant la*

guerre », raconte Esperanza Varela, la directrice de l'école, qui administre aussi la buvette. « *On n'observe pas de problèmes de comportement, dit Mme. Varela, mais les enfants incluent la guerre dans leurs jeux. Au lieu des cow-boys et des comanches, ici on joue aux soldats et aux guérilleros et il n'y a pas un gamin qui ne connaisse la différence qui existe entre un M-16 et un AK-47.* »



Après l'offensive de novembre 1990, le FMLN a appelé tous les jeunes entre 15 et 25 ans à participer à un cours d'entraînement militaire. Celui qui refusait était menacé, par écrit, d'être expulsé de la zone. Presque tous ceux qui ont reçu un entraînement militaire dans les camps du FMLN sont rentrés. « *Quand nous avons des problèmes avec la guérilla, nous demandons une réunion avec Evelyn* », explique Esperanza Varela, « *généralement les problèmes se résolvent* ». Evelyn est une sympathique intellectuelle, qui coordonne le contrôle militaire et logistique du FMLN dans la région de Perquin.

Même si le contact des guérilleros avec la majorité de la population est superficiel, étant donné la grande mobilité des combattants, les commandants guérilleros considèrent que la population de cette zone fait partie de leurs sympathisants. Cependant, il y en a peu qui disent clairement pour qui ils voteraient, si, aux prochaines élections, ils avaient à choisir entre le parti gouvernemental, ARENA, les démocrates-chrétiens et le FMLN. Pour les gens qui ont souffert de la guerre, il est difficile d'imaginer que les révolutionnaires armés deviennent du jour au lendemain des politiciens civils.

Comme c'est étonnant que les combattants aient rapidement compris et accepté la nouvelle ligne du commandement supérieur : la perspective d'un arrangement politique et l'intégration du FMLN à la vie civile. « *Quand il y aura la paix, je retournerai à mes études* », dit Silvia, 16 ans, qui a abandonné le collège il y a deux ans pour se joindre à la guérilla.

Pour les guérilleros, le futur ce sont les groupes qui dans les années de guerre ont appris à penser et à travailler de manière indépendante, rompant avec la vieille et traditionnelle soumission à l'autorité et ils ont confiance dans les communautés, comme celle des rapatriés de Colomoncagua, de laquelle Segundo Montes a dit : « *J'ai pensé qu'il n'y avait pas de futur pour le Salvador. Mais quand j'ai vu son modèle d'organisation et de développement, j'ai changé d'opinion.* »

UN AN APRES

L'opinion locale et l'opinion internationale en ont été fortement choquées. Des intellectuels de premier plan, responsables d'une université parmi les plus importantes du pays, étaient sauvagement assassinés par un commando militaire ! Après que le Président Cristiani eut reconnu que les militaires étaient les auteurs de ce forfait, on a pu penser pendant quelques semaines qu'une enquête allait être sérieusement menée. Les autorités civiles l'assuraient et les Américains le demandaient. Rien n'y fit. La justice fut constamment gênée dans son travail par le mutisme des militaires, la disparition de dossiers et le refus de témoigner. Un an après les faits, l'enquête est dans une impasse. Echec également des négociations entre le gouvernement et la guérilla. Aucun progrès n'a été réalisé dans le courant de l'année malgré de nouvelles tentatives. Le drame du 16 novembre n'a pas servi de leçon.

L'échec est-il donc complet ? Cet assassinat a-t-il réussi son but, celui de faire taire définitivement les voix de la paix et de la raison ? Bien des signes montrent qu'une solidarité nouvelle a été éveillée de toutes parts : jamais autant d'étudiants n'ont été candidats à la UCA (université centro-américaine). Ils ont voulu ainsi manifester leur volonté de suivre la ligne tracée par ceux que l'on avait assassinés.

De partout les hommages ont été envoyés à l'université. En juin 1990, à la personne du Père Estrada, nouveau recteur de la UCA, les universités de l'Etat espagnol ont même décerné leur plus

*La nuit du
15 au 16 novembre 1989,
il y a maintenant un an,
six jésuites étaient assassinés
dans leur communauté de l'université
Centro-américaine
de San Salvador, avec deux
femmes qui travaillaient dans
la maison.*

Pierre de Charentenay

haute distinction en présence du Roi d'Espagne. Les nouvelles autorités de la UCA ont trouvé à travers l'Europe tout le soutien et toute l'aide qu'elles avaient espérés, en particulier en Allemagne. Aux Etats-Unis même, l'action a été constante sur le Congrès contre l'aide militaire au Salvador. Cette aide sera finalement divisée par deux : 40 millions de dollars au lieu des 80 prévus. Du côté de la Compagnie de Jésus, ce sont plus de trente jésuites qui se sont immédiatement proposés pour remplacer ceux qui avaient disparu.

Les échecs sont encore nombreux et la paix est loin. Mais le grain de blé tombé en terre porte déjà du fruit.

Les voix de la paix se font plus nombreuses et plus assurées. Un jour bientôt, elles l'emporteront sur les voix de la violence.

Note de la rédaction : l'aide totale des Etats-Unis au Salvador est beaucoup plus importante, elle se chiffre en centaines de millions de dollars en 1989. Une grande partie de l'aide militaire est en effet camouflée sous forme d'aide économique. Mais une partie de cette dernière pourrait également être annulée par le Congrès si aucun progrès n'est réalisé dans le procès des assassins des pères



DENTISTES AUX PIEDS NUS*

Les populations les plus pauvres d'El Salvador prennent en main leurs soins dentaires : une expérience unique au monde.

Au cours de l'été 85, une équipe d'E.D.E.S. convoie à San Salvador un équipement dentaire rustique, don de UNICEF France : il s'agit d'une fraise actionnée par un simple pédalier, pouvant être utilisée dans les zones dépourvues d'énergie électrique, comme les campagnes salvadoriennes. Nous n'imaginions pas, à l'époque, l'ampleur des conséquences de ce don et nous avons même tendance à penser que l'appareil serait accepté avec les remerciements d'usage mais qu'il serait vite hors service et relégué au musée des dons sympathiques et inutiles. C'était mal connaître nos amis du Salvador et les volontaires de tous les pays qui travaillent là-bas en collaboration avec les associations populaires locales. Pendant près d'une année l'appareil a bel et bien été utilisé dans les zones marginales de San Salvador : il a été réparé, amélioré, choyé, avant d'être finalement abandonné en raison de sa rusticité... Mais il avait eu l'immense vertu de prouver que les "dentistes aux pieds nus" pouvaient soigner les dents, et il avait fait naître un projet ambitieux : la prise en charge par les communautés pauvres elles-mêmes de leurs soins dentaires.

Un privilège de riches

De mémoire d'homme, que ce soit au Salvador ou dans d'autres pays du Tiers-Monde, nul paysan n'avait jamais été soulagé de ses maux dentaires. Quelque "clínicas" dispensaient bien de rares soins médicaux ou des vaccinations, mais de soins dentaires point. Il y avait bien sûr des arracheurs - avec ou sans diplôme - qui soulageaient de temps en temps les douleurs les plus vives, mais on ne soignait pas les dents. Ce luxe était inaccessible aux pauvres : on ne meurt pas d'une rage de dents ! Et les associations caritatives internationales ne s'en préoccupaient guère plus : investissement non rentable ?

La guerre qui dure depuis dix ans déjà n'a évidemment pas amélioré la situation : les dentistes ont fui les zones de conflit pour s'installer dans les grandes villes et l'aggravation de la situation économique a exclu des soins dentaires non seulement les paysans, les populations "déplacées" et les chômeurs mais également la petite bourgeoisie citadine. Plus que jamais, seuls les privilégiés allaient chez le dentiste pendant les années 80 au Salvador.

Néanmoins, après plusieurs mois d'étude, de formation et d'enquête, des volontaires français et brésiliens, un médecin, Nathan Kamliot, et une infirmière, Béatrice Colapietro, ont commencé à former des équipes de jeunes gens, désignés par leur communauté dans les villages de "rapatriés". Ces derniers, des paysans réfugiés au Honduras depuis 1980, sont récemment retournés dans leur village d'origine avec l'aide des églises salvadoriennes.

Sur les genoux de l'assistant

Les volontaires sont aidés par des étudiants de l'Université Nationale et soutenus par de nombreuses organisations internationales, dont E.D.E.S. pour la France. Alors que le matériel de base est moderne - une turbine à haute vitesse de rotation, achetée à bas prix au Guatemala et un aspirateur de mucosités - l'ensemble de l'installation est "bricolé" avec des pièces d'automobile et des compresseurs de peinture. Le fauteuil, par exemple, est constitué d'une planche de bois dans le meilleur des cas ou simplement des genoux de l'assistant. Et ça marche ! Ça marche même si bien que, dès l'été 88, trois dispensaires ruraux et un dispensaire à San Salvador, équipé d'un laboratoire de prothèses, sont opérationnels.

Le projet prend d'autant plus d'extension qu'il est soutenu par l'archevêché de San Salvador et par plusieurs paroisses. L'enthousiasme est tel dans les communautés que ceux qui ont été sélectionnés par l'équipe dentaire pour leur habileté, leur conscience professionnelle et leur dévouement deviennent à leur tour formateurs dès qu'ils terminent leur propre formation. Si bien que, lorsque Nathan et Béatrice sont expulsés par la sinistre "Policía de hacienda" qui les accuse de complicité avec les terroristes, et malgré les menaces et l'emprisonnement des responsables de l'organisation dentaire, le projet se développe et déborde les frontières du Salvador pour s'étendre au Guatemala et au Nicaragua.

Aujourd'hui, à l'automne 1990, dix dispensaires - trois dans les bidonvilles et sept dans les campagnes - fonctionnent normalement au Salvador. Plus de cinq cents jeunes ont été formés à dispenser des soins et à enseigner la prévention. Ils effectuent chaque mois quatre mille obturations, deux mille détartrages et une centaine de prothèses. Les bénéficiaires, estimés à une centaine de milliers de personnes, paient leurs soins à des tarifs sans commune mesure avec ceux du "marché" dentaire : une obturation coûte 4 francs et une prothèse totale (haut et bas) 85 francs. Ces sommes recouvrent les frais de fonctionnement, l'installation étant prise en charge par la solidarité internationale des Etats-Unis et d'Europe. Sans nul doute exemplaire, ce projet pourrait servir de modèle à bien des pays d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Asie. C'est pourquoi nous avons réalisé un reportage photographique et une cassette vidéo, en cours de montage.

Echappé au massacre de novembre 1989, le Père Jon Sobrino, jésuite d'El Salvador et professeur de l'Université Centro-Américaine (UCA) a rendu un très bel hommage aux artisans de ce projet dans "Lettre aux Eglises", où il écrivait, quelques jours après leur expulsion : "Ce miracle, rendu possible par Béatrice et Nathan (...) fait preuve de leur solidarité, de leur compétence (...) Les problèmes pourraient être résolus si l'on faisait confiance à la détermination populaire. (...) Ce que le gouvernement ne pourra empêcher par cette injuste mesure, c'est que dans quelque recoin perdu d'un bidonville ou d'une misérable campagne, quand une femme souffrira mais n'aura pas les moyens d'aller en ville chez le dentiste, elle bénira les noms de Béatrice et Nathan, même si elle ne les connaît pas, pour les dons qu'ils nous ont laissés."

* Article de Jean-Claude PONSIN, président d'E.D.E.S. dans la publication "Les Enfants du Monde" de l'UNICEF France, 4^e trimestre 1990.

POEMES

Nous continuons à publier, ci-dessous, les poèmes extraits de l'anthologie bilingue de la poésie salvadorienne, proposée par Maria Poumier, qui sera éditée, sauf incident, par l'Université Nationale d'El Salvador et E.D.E.S. début 91. Elle comportera 400 pages et sera vendue autour de 60,00 F. Les personnes ou organismes intéressés peuvent d'ores et déjà passer commande à la revue ou à E.D.E.S.

POST-CARD

Mi país, tierra de lagos, montañas y volcanes.
Pero no vengas a él
mejor quedas en casa.

Nada de mi país te gustará. Los lirios no flotan sobre el agua.
Las muchachas no se parecen a las muchachas de los calendarios.
El hotel de montaña se cuele como una regadera.
Y el sol ah, el sol! Si te descuidas te comemos en fritanga.
Los niños y los perros orinan en las puertas de las casas.
Los mendigos roban el pan de los hoteles:
puedes morirte de hambre,
puedes morirte de cólera,
nunca de muerte muerte.

Luego los francotiradores, las bombas y los automóviles,
los puentes dinamitados.
Cierra la puerta a las tres de la tarde.
Con dinero no salgas a la calle, no te pongas reloj:
puede salirte un ladrón
y timarte con el premio de la lotería.
¡Ah, y cuida de decir que el país es una mierda,
te amarraríamos a un poste de la esquina y te violaríamos,
después te sacaríamos las tripas de una cuchillada!

Cuida que no te coja un cambio de gobierno,
valgame Dios! Mejor quedas en casa.
Pero mi país es tierra de lagos, montañas y volcanes.
Si sales dos kilómetros fuera de la ciudad
te encontrarás con tigres y culebras,
con avispa ahorcadoras, escorpiones, arañas.
Es preferible estar en la ciudad
y respirar el humo de los autobuses.
Escuchar el claxon de los automóviles
o el pregón de los vendedores ambulantes.
Mi país, tierra de lagos, montañas y volcanes.
Pero no vengas a él si deseas conservar la vida.
Puede morderte una culebra.
Puede comerte un tigre.
Mejor quedas en casa y no gastas en hotel ni en avión.
Te sacaríamos los ojos y te los comeríamos.
O una bomba, una bala perdida, una flor con dinamita.
Y tus huesos comidos por las hormigas venenosas...
Y tus huesos comidos por las hormigas...
Y tus huesos comidos...
Y tus huesos... y tus... y...

Manlio argueta



POST-CARD

Mon pays, terre de lacs, montagnes et volcanes.
Mais n'y viens pas
reste plutôt chez toi.

Rien de mon pays ne te plaira. Les lys n'y flottent pas sur les eaux.
Les jeunes filles ne ressemblent pas à celles des calendriers.
L'hôtel de montagne fuit comme un arrosoir.
Et le soleil, ah, le soleil! Si tu ne prends pas garde nous te mangerons frit.
Les enfants et les chiens pissent sur les portes des maisons.
Les mendiants volent le pain des hôtels :
tu peux mourir de faim
tu peux mourir de colère
jamais de mort mort.

Et puis les franc-tireurs, les bombes dans les voitures,
les ponts dynamités.
Ferme la porte à trois heures de l'après-midi.
N'aie pas d'argent sur toi quand tu sors, ne mets pas de montre :
tu pourrais rencontrer un voleur
qui t'escroquerait le gros lot.
Et gare à toi si tu disais que mon pays est merdique,
là nous t'attacherions à un poteau du carrefour et nous te violerions
avant de te sortir les tripes d'un coup de couteau !

Ne te fais pas surprendre par un changement de gouvernement,
Dieu nous protège ! Reste plutôt chez toi.
Mais mon pays est une terre de lacs, montagnes et volcanes.
Si tu sors de la ville à deux kilomètres,
tu tomberas sur des tigres, des serpents,
des guêpes étrangleuses, des scorpions, des araignées.
Il vaut mieux séjourner à la ville
et respirer la fumée des autobus,
écouter les klaxons des voitures
ou la rengaine des vendeurs ambulants.
Mon pays, terre de lacs, montagnes et volcanes.
Mais n'y viens pas si tu tiens à la vie.
Un serpent peut te mordre.
Un tigre peut te mordre.
Reste plutôt chez toi, ne dépense pas pour un avion ni un hôtel.
Nous t'arracherions les yeux et te les mangerions.
Ou une bombe, une balle perdue, une fleur dynamitée.
Et tes os dévorés par les fourmis venimeuses...
Et tes os dévorés par les fourmis...
Et tes os dévorés...
Et tes os... et tes... et...

Manlio argueta